



Lettre n°56 du 16 septembre 2018

Au sommaire :

- **Montée de l'extrême droite, démagogie contre les migrants, c'est l'ensemble du monde du travail qui est visé**
- **Dix ans après la crise de 2007-2008, la thérapeutique a aggravé le mal... - Yvan Lemaitre**

Montée de l'extrême droite, démagogie contre les migrants, c'est l'ensemble du monde du travail qui est visé

Le week-end dernier, en Suède, lors des élections législatives, l'extrême droite est arrivée en troisième position avec 17,6 % des suffrages exprimés, un résultat bien inférieur à ce que les sondages, repris avec complaisance par les médias, annonçaient, mais une forte progression inquiétante. Dans le même temps, ces dernières semaines, en Allemagne, le parti d'extrême droite, l'AFD, organise campagne et manifestations contre les migrants à Chemnitz ou dans la petite ville de Köthen avec la coopération de néonazis faisant le salut hitlérien. Le tout avec la bienveillance de la police et du ministre de l'Intérieur de Merkel, qui a déclaré qu'il « *serait descendu dans la rue* » s'il n'avait pas été ministre.

En boucle les médias répètent ce qui serait une évidence, un fait établi, ce qu'ils appellent la crise des migrants, en fait le drame des migrants, serait responsable de la montée de l'extrême droite et de ses amis fascistes. Donc, pour l'enrayer il faudrait fermer les frontières, en un mot faire la politique de... l'extrême-droite. Une politique d'ailleurs que tous les gouvernements et tout particulièrement celui de Macron, ne se gênent pas pour mettre en œuvre.

Même des partis ou des militants qui se disent de gauche reprennent, certes avec des nuances, ce discours, comme en Allemagne la dirigeante du nouveau mouvement issu de *Die Linke*, *Austehen*, *Debout*, qui se veut proche de la *France Insoumise* qui elle-même connaît bien des flottements et égarements sur le sujet.

Le drame des migrants est instrumentalisé pour diviser. Cette démagogie abjecte qui désigne à la vindicte populaire des boucs émissaires, les plus faibles, a prise sur une fraction de la population du fait des inquiétudes, des peurs qui naissent de la régression sociale, de la méfiance aussi à l'égard des vieux partis institutionnels, de droite

ou de gauche, de plus en plus discrédités par la politique qu'ils ont menée au service des multinationales et des riches contre les travailleurs et les classes populaires.

La politique des classes dominantes crée partout, y compris en Suède, un des pays les plus riches du monde, le terreau sur lequel se développe la pourriture de l'extrême droite. En Suède comme en Allemagne comme ici et dans l'UE, dans le monde la politique des classes dominantes concentre toujours plus de richesses entre quelques mains au détriment de toute la population et des plus démunis. A l'image de Macron et de ses amis, ils ont le même mépris pour les migrants que pour les plus pauvres et l'ensemble du monde du travail. Ce sont eux qui sont les responsables de la montée des idées réactionnaires dont profite l'extrême droite.

La solidarité avec les migrants, la lutte pour nos droits, un même combat

La prétendue menace migratoire, « *la submersion* » invoquée cyniquement par Le Pen n'est qu'un brutal mensonge, un monstrueux fantasme. La droite extrême et l'extrême droite pratiquent la politique du bouc émissaire, flattent les préjugés xénophobes et racistes pour arriver au pouvoir mais une fois aux affaires, ils font comme les autres partis institutionnels, jouir des privilèges, salaire de leur zèle à servir les classes dominantes.

Il serait mortel pour les travailleurs d'avoir la moindre complaisance avec cette démagogie contre les migrants, victimes de la misère, des dictatures et des guerres. Elle vise l'ensemble du monde du travail.

Il s'agit non seulement de la solidarité, de l'humanisme les plus élémentaires mais, plus encore, il s'agit de la lutte pour la défense de nos droits contre Macron et les po-

liticiens de droite et d'extrême droite, contre les classes capitalistes qui veulent nous dresser les uns contre les autres.

Le monde du travail a la force de vaincre les démagogues d'extrême droite comme ceux qui leur préparent le terrain. Il a la force de changer le monde pour peu qu'il croie

en lui-même et s'en donne les moyens, une politique sans la moindre concession vis-à-vis de la xénophobie et du racisme comme du nationalisme et du chauvinisme pour défendre les intérêts des classes exploitées dont le drapeau est celui de la solidarité internationale.

Démocratie révolutionnaire

Dix ans après la crise de 2007-2008, la thérapeutique a aggravé le mal...

Il y a dix ans, le 15 septembre 2008, la banque américaine Lehman Brothers faisait faillite, un an après qu'explose la crise des subprimes. L'année 2008 commençait a priori « *sous les meilleurs auspices* », du moins pour les tenants du système. La crise des subprimes semblait circonscrite, la croissance mondiale se prolongeait et les marchés financiers avaient retrouvé l'optimisme... 2018, les mêmes affichent la même confiance malgré les doutes et interrogations impossibles à taire. Le FMI, la Fed, la BCE prétendent que la croissance se maintiendra, tandis que le krach boursier de début février devait rapidement laisser place à une nouvelle vague d'euphorie... Wall Street bat tous ses records...

Les augures du capital ne peuvent entretenir la confiance indispensable à la folle marche de l'économie, de l'endettement généralisé et du crédit qu'en faisant du « *Tout va bien Madame la marquise* » leur tube préféré ! C'est en quelque sorte leur job, donner confiance pour que le casino financier continue sa sinistre musique.

Et pourtant, les logiques économiques et financières qui entretiennent la menace de krach ne sont un mystère pour personne sauf qu'il est impossible de s'y opposer sans remettre en cause tout le système. Dix ans après, elles ont engendré les conditions d'une nouvelle crise financière dont tout laisse à penser qu'elle pourrait être pire que celle de 2007-2008.

2007-2008, du facteur déclenchant à la contradiction de fond...

Les subprimes, prêts accordés dans des conditions à la fois scandaleuses, souvent frauduleuses, à des taux usuraire et sans aucun contrôle à des ménages des classes populaires souvent déjà endettés, s'étaient développés à une vitesse fulgurante avant que la bulle n'éclate. En 2006, ces prêts risqués pesaient 600 milliards de dollars, soit 23 % des crédits distribués aux États-Unis. Le marché de l'immobilier était alors à la hausse, les prêteurs se rassuraient, en misant sur une revente des maisons si l'emprunteur ne parvenait plus à rembourser. Que leur importe le sort de ceux qu'ils ont piégés !

Mais lorsque la tendance commence à se retourner à la mi-2006 et que les défauts de paiement augmentent, tout le système déraile. La titrisation, procédé généralisé par les banques pour amoindrir les risques, contribue à la propagation de la méfiance. Les banques forment des

paquets de crédits, en mixant subprimes et crédits de meilleure qualité, puis les vendent en ayant ainsi dilué les crédits à risques. Effet pervers de ce tour de passe-passe, la plupart des banques et organismes financiers ou des produits financiers sont contaminés et douteux, la méfiance se propage d'autant plus vite.

Le 16 juillet 2007, la banque d'investissement Bear Stearns annonçait la faillite de deux de ses filiales de placement à très haut risque, des hedge funds. Le 9 août, BNP Paribas fermait à son tour trois fonds à haut risque en situation de faillite. En Allemagne plusieurs Landesbank auxquelles la Deutsche Bank, censée être au-dessus de tout soupçon, avait vendu des titres pourris incluant des prêts hypothécaires irrécouvrables, étaient en difficultés.

Ce fut la panique, la méfiance était telle que les grandes banques elles-mêmes refusaient de se faire des prêts mutuels au jour le jour...

Le 27 septembre 2007, la septième banque britannique Northern Rock, qui était engagée de façon particulièrement forte dans les prêts hypothécaires, faisait faillite et était placée sous contrôle de l'État, sauvetage avec socialisation des pertes aux dépens des contribuables. En mars 2008 venait la faillite de Bear Stearns et son rachat à bas prix par JP Morgan Chase et en septembre 2008 la faillite de Lehmann Brothers.

L'intervention de la Fed et du gouvernement américain, ainsi que de leurs homologues européens leur permettait de garder le contrôle de la situation en évitant sinon une crise financière mondiale du moins un effondrement. La crise des subprimes fut le révélateur et aussi le facteur déclenchant, le symptôme d'un mal plus profond, inhérent au développement sans limite du crédit et de la dette : « une exubérance financière » combinée à une surproduction qu'un recours généralisé et intensif au crédit avait entretenu et masqué pendant des années. Ce qui explique l'entrée de l'économie US en récession, suivie en quelques semaines par celles de nombreux pays, notamment de ceux de l'Union européenne.

La chute de la production et des échanges mondiaux à partir de la fin 2008 et tout au long de l'année 2009 fut enrayée par une politique de relance budgétaire d'une ampleur inédite, en particulier aux USA, dans l'UE et aussi en Chine.

Les relances budgétaires pléthoriques et les « planches à billets » des banques centrales, plus de 4 000 milliards de

dollars aux États-Unis et plus de 3 000 milliards d'euros dans la zone euro, n'ont fait qu'entretenir le mal.

Cette politique n'a pas permis une relance économique forte. Par contre elle a encore amplifié le développement du crédit et de la dette, en particulier celle des États. Elle a renforcé les mécanismes de fond qui avaient provoqué la crise des subprimes et surtout la récession qui a suivi : la disproportion entre la masse de capitaux, les prêts et les dettes et une économie atone.

Dix ans après, la secousse sur les marchés boursiers début février a fait resurgir les craintes d'un prochain krach. La baisse d'environ 10 % du Dow Jones et de la plupart des grands indices boursiers internationaux a constitué un premier coup de semonce.

Durant l'été, les marchés des changes ont été l'objet de secousses de plus en plus fortes, de plus en plus rapprochées, accentuant les tensions financières, économiques, sociales, politiques et géopolitiques qui se sont accumulées dans le système.

Ce n'est pas encore la tempête mais, en cette rentrée, les marchés émergents tangent dangereusement. Mercredi 5 septembre, la roupie indonésienne est tombée à son niveau le plus bas depuis 1998, époque de la crise asiatique. Après la livre turque et le peso argentin en août, le rand sud-africain, le rouble russe, le real brésilien, ou encore le peso mexicain ont dégringolé.

Les turbulences gagnent aussi les places boursières. L'indice MSCI, qui intègre les actions d'une vingtaine d'économies dites émergentes, affiche un repli de près de 17 % depuis un pic atteint en janvier. Les Bourses de Hongkong, Shanghai et Shenzhen, en Chine, ont connu des jours agités ces dernières semaines.

« Il y a une prise de conscience que le risque politique est en train de s'affirmer et que la menace d'une guerre commerciale se précise », souligne un analyste financier. En témoigne la crise financière en Turquie qui s'est intensifiée avec le conflit politique entre Washington et Ankara, autour du sort d'un pasteur américain. Plus largement, les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine accentuent l'instabilité et font douter de la capacité des États à agir de façon un tant soit peu coordonnée en cas de krach.

La Turquie d'Erdogan dans le piège de ses ambitions

La livre turque a perdu 40 % de sa valeur par rapport au dollar au cours des six derniers mois, chute qui s'est accélérée cet été du fait des tensions diplomatiques avec Washington qui a annoncé le doublement des taxes à l'importation sur l'acier et l'aluminium turcs, de 25 à 50 % pour l'acier et de 10 à 20 % pour l'aluminium.

Les rodomontades d'Erdogan, ses velléités d'indépendance par rapport à Trump, l'attitude de ce dernier viennent souligner les menaces que la guerre commerciale engagée par les USA fait planer sur l'économie mondiale, mais ce n'est pas la cause de fond. Cette dernière renvoie à la

mainmise du capital financier sur l'économie, à la fébrilité des investisseurs qui ont commencé à retirer leurs capitaux provoquant la chute de la monnaie turque.

Après la tentative de coup d'État militaire lancée contre lui en 2016, Erdogan a emprunté massivement pour stimuler l'économie. La grande majorité du financement du développement industriel, de la construction et de l'immobilier voulus par Erdogan vient des investisseurs américains et européens. S'est ainsi constituée une énorme dette remboursée en euros ou en dollars.

La croissance économique des deux dernières années a été réalisée sur ces crédits et emprunts extérieurs tandis que les importations ont afflué et n'ont pas été compensées par les exportations. La rentabilité des capitaux a fortement diminué. La montée du dollar et des taux d'intérêt à l'échelle mondiale ont renchéri le coût de la dette. L'affrontement avec Trump a fini de ruiner la confiance, entraînant le retrait de bon nombre d'investissements.

Les banques et les sociétés turques sont maintenant en grande difficulté pour faire face aux échéances de leur dette. Les engagements en devises des sociétés non financières turques dépassent désormais leurs avoirs en devises de plus de 200 milliards de dollars.

Les investisseurs étrangers craignent que la Turquie ne soit pas en mesure de payer ses dettes et le risque de contagion est bien réel. Les banques européennes pourraient subir des pertes significatives. Certaines des banques turques sont sous contrôle étranger et les plus gros prêteurs à la Turquie sont les banques espagnoles, qui y totalisent quelque 83,3 milliards de dollars de créances, selon la banque des règlements internationaux (BRI), ensuite les banques françaises avec quelque 38,8 milliards de dollars de prêts, suivies par les banques italiennes, avec 18 milliards de dollars de créances.

L'Argentine, dans la tourmente

Le Peso argentin a, lui, perdu près de 50 % depuis le début de l'année par rapport au dollar et Macri vient d'annoncer un nouveau plan d'austérité pour tenter de maîtriser la situation, c'est-à-dire faire payer aux travailleurs et à la population le prêt de 50 milliards de dollars que lui a octroyé le FMI. La politique du « déficit zéro » pour se plier au diktat du FM, « rassurer les marchés », c'est-à-dire garantir aux financiers des bénéfices qui répondent à leurs exigences.

Macri est arrivé au pouvoir en décembre 2015 en proclamant qu'il serait celui qui réconcilierait l'Argentine et les marchés financiers afin de bénéficier de taux plus faibles. Il leur a ouvert les frontières et a massivement emprunté en dollars. Cette dette en dollars devient évidemment beaucoup plus lourde à payer pour un État dont la monnaie se déprécie.

La même logique destructrice est à l'œuvre. Les rapaces perdent confiance et retirent leurs capitaux. Au cours des 7 premiers mois de l'année, 20 milliards de dollars sont sortis du pays.

Dans l'immédiat, l'économie tourne au ralenti. Pour les travailleurs et la majorité de la population la situation se détériore brutalement.

Le gouvernement voit sa politique d'accès aux marchés internationaux en échec alors que le coût de sa dette explose sans d'autre choix que de se plier aux exigences du FMI au risque d'une nouvelle crise de la dette et d'une nouvelle faillite comme en 2001.

De rémissions en épisodes aigus, la nécessaire thérapie de choc

La Turquie comme l'Argentine paient de façon particulièrement brutale, en raison de leur position dans les rapports capitalistes internationaux, la soumission des États comme des entreprises à un capitalisme financier qui se déploie à l'échelle mondiale à la recherche perpétuelle de nouveaux profits pour éviter sa propre dépréciation.

Confrontés à une crise de rentabilité, les investisseurs cherchent à maintenir leurs profits par une offensive sans frontières pour augmenter la part du capital contre celle du travail dans les richesses produites. Les États se font les exécutants de leurs exigences.

Loin de soulager le mal, ils l'aggravent en renforçant les liens parasites et destructeurs entre la finance et la production.

La longue dépression entamée en 2008 a été l'expression du faible niveau de l'investissement dans la production du fait de la faiblesse de la rentabilité du capital alors que les dettes publiques ou privées croissent avec comme seule limite... la faillite. Les capitalistes se détournent de la production pour spéculer sur les marchés financiers, et alimentent ainsi les bulles de capital fictif.

Elles menacent d'exploser dès que les profits recommenceront à baisser. Les capitalistes cherchent à retarder au maximum l'échéance et pour cela amplifient les attaques contre la classe ouvrière, augmentent encore davantage l'exploitation.

La hausse des taux d'intérêts pour accroître la rentabilité aura nécessairement un effet pervers en augmentant le coût des dettes au moment où la montée des protectionnismes, l'exacerbation de la concurrence dont Trump est le principal instigateur, fragilise non seulement les plus faibles mais l'ensemble du système y compris les USA aujourd'hui en pleine surchauffe.

La contradiction entre la suraccumulation de capitaux et la surproduction de marchandises a ainsi pris une plus grande ampleur et menace le système mondial à moins que les travailleurs ne prennent l'affaire en main pour y apporter la seule issue démocratique qui tienne compte des intérêts de toute la population, l'expropriation des capitalistes, la socialisation des banques.

La mondialisation et la financiarisation, une seule et même évolution du capitalisme

Les conséquences de la politique menée par l'oligarchie financière et les États définissent les traits dominants du

capitalisme financier mondialisé résultant du processus de centralisation, concentration et de fusion industrielle et bancaire d'une ampleur sans précédent qui ne cesse de se poursuivre et de s'accroître. Le capital financier a mis la main tant sur les groupes dits « industriels » (production manufacturière, agro-industrie et mines) que sur ceux de la distribution (Wal-Mart, Carrefour, Tesco), des services ou sur les sociétés directement financières, – grandes banques, sociétés d'assurance, fonds de pension et Hedge Funds. L'ensemble du dispositif et ses mille ramifications visent à drainer et à faire fructifier les sommes d'argent que la finance arrive ainsi à concentrer entre ses mains.

Cette financiarisation et la mondialisation n'ont été qu'un seul et même mouvement pour échapper à la baisse tendancielle du taux de profit, à la contradiction entre une masse de capitaux qui croît sans cesse et la production de marchandises qui est limitée.

Il n'y a pas d'un côté la finance et de l'autre la production mais un mode de production dont tous les mécanismes sont organiquement dépendants et liés. Il n'est pas réformable. Il ne peut que se reproduire en s'élargissant constamment ou entrer en faillite.

L'accumulation financière parasitaire se développe par le jeu de sa propre logique. Le crédit et la dette s'entretiennent sans fin dans une course folle qui cherche à échapper à tout contrôle ou contrainte... jusqu'au krach. Tandis que les banques sont devenues un îlot de régulation, les fonds d'investissement, les hedge funds et les sociétés de capital-investissement se sont développés beaucoup plus librement, agrégeant au passage nombre d'actifs cédés par des établissements bancaires, contraints par leurs ratios de fonds propres. Ainsi s'est développé le « shadow banking », la « finance de l'ombre » ou système bancaire « parallèle » où se retrouvent... des filiales de grandes banques.

Cette finance de l'ombre représenterait actuellement plus de 99 000 milliards de dollars, soit près d'un tiers des actifs financiers.

Ainsi des masses de capitaux ni réinvesties dans la production ni consommées, enfermées dans la sphère des marchés financiers, sont venues gonfler les bulles financières, spéculatives, capital fictif qui a de plus en plus de difficultés à trouver la nourriture tirée de l'exploitation du travail dont il se repaît.

Elles ont pour corollaire une explosion de la dette. L'endettement total dans le monde (États, ménages et entreprises hors secteur financier) s'élève désormais à près de 170 000 milliards de dollars, selon un nouveau rapport publié par le cabinet de consultants McKinsey cité par Le Monde. Entre 2007 et 2017, ce fardeau a augmenté de 72 000 milliards de dollars soit de 70 %. C'est la dette publique, la dette des États qui augmente le plus.

Les États, entièrement sous la dépendance financière des banques, sont dépassés. Toute régulation du système est un vœu pieux hors de l'intervention directe des travailleurs.

Vers une exacerbation des contradictions du capitalisme financier mondialisé

Ce capital fictif prend l'ensemble de la société et de l'économie en otage, les vampirise pour s'approprier le maximum de plus-value nécessaire à sa survie. Le parasitisme du capital sur le travail n'a jamais atteint un tel degré, il le condamne à une fin certaine.

Le monde est entré dans une période d'instabilité financière, monétaire, économique chronique et permanente ponctuée d'épisodes aigus. Les classes dominantes n'ont pas de réponse à la contradiction dont elles sont prisonnières et qui détermine leur politique, la contradiction entre la suraccumulation du capital et la surproduction de marchandises. Elle n'épargne aucun État, aucune économie, aussi bien la première puissance mondiale, les USA, que sa rivale, la Chine où l'endettement est le plus élevé.

Il y a partout trop d'argent qui cherche à se placer et trop peu d'actifs rémunérateurs, la maladie a atteint l'ensemble de la planète.

La purge est inévitable. Sera-t-elle plus ou moins contrôlée ou prendra-t-elle la forme d'un brutal effondrement ou d'un effondrement plus ou moins maîtrisé, personne n'est en mesure de le dire pas plus que d'en définir les rythmes et les réponses que les classes dominantes tenteront d'y apporter.

Le drame que vivent les classes populaires grecques vient démontrer à quel point il est vain, hypocrite et dangereux de laisser croire qu'il peut y avoir des réponses dans le cadre des rapports de production capitalistes ou à l'échelle nationale

Tsipras prétend aujourd'hui qu'une nouvelle ère aurait commencé pour la Grèce. Il affiche son cynisme et sa cor-

ruption mis au service des classes dominantes. Il faudrait se féliciter qu'il y ait maintenant des « *surplus budgétaires* », preuve du succès gouvernemental. Ces surplus ce sont la mort tragique de 97 personnes lors d'un incendie cet été, la pénurie du système de soins, l'effondrement du fournisseur public d'électricité, une austérité sans fin, le chômage, la précarité, la misère, le départ de 500 000 jeunes du pays...

Cette austérité est un transfert gigantesque de richesses des classes populaires vers les riches, les banques.

Tsipras peut se féliciter, comme le fit Macri, du « *retour sur les marchés financiers* » alors que la question de la dette n'est en rien réglée. Même la bourgeoisie est inquiète à la lumière de la situation économique internationale, de la crise en Turquie, en Argentine, de l'instabilité en Italie et n'ose se montrer aussi optimiste que Tsipras.

La crise de la dette va connaître une recrudescence combinée à une crise monétaire latente dans un contexte de montée des protectionnismes, c'est-à-dire d'exacerbation de la concurrence. Quels qu'en soient les rythmes et la profondeur, la maladie chronique du capitalisme sénile conduit à un nouvel épisode aigu.

Ce dont nous sommes convaincus, c'est qu'à travers cette crise permanente dans laquelle les classes dominantes ont plongé la société se constitue le terrain à partir duquel les travailleurs, les classes populaires prennent et prendront conscience de la nécessité d'enrayer cette course à l'abîme pour imposer leurs propres réponses, conquérir le pouvoir pour procéder à l'expropriation des classes capitalistes et à la socialisation des banques, de la production et des échanges.

Yvan Lemaitre